



Assemblée générale

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
8 décembre 2016
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 17^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 17 octobre 2016, à 10 heures

Président : M. Turbék (Vice-Président)..... (Hongrie)

Sommaire

Point 77 de l'ordre du jour : Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-17972X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 77 de l'ordre du jour : Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (A/71/432)

1. **M^{me} Morris** (Bureau des affaires juridiques), prenant la parole en sa qualité de Secrétaire du Comité consultatif, dit que les activités menées par la Division de la codification dans le cadre du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international ont connu une forte progression ces dernières années. Il y a maintenant un peu plus de 10 ans, la Division de la codification a entrepris un examen approfondi du Programme d'assistance en vue d'accroître les possibilités de formation au droit international face à l'augmentation de la demande pour ce type de formation dans les pays en développement et les pays développés. Elle a été chargée de mettre en œuvre le Programme de bourses de perfectionnement en droit international, de désigner des lieux permanents pour l'accueil des trois cours régionaux de droit international, qui se tiendront dorénavant chaque année, et de créer la Médiathèque de droit international. Plus d'un million de juristes bénéficient actuellement du Programme d'assistance par rapport à moins de 20 personnes une décennie plus tôt.

2. Les modifications de fond aux activités menées par la Division de la codification dans le cadre du Programme d'assistance ont été apportées en consultation étroite avec les représentants des États Membres, y compris les membres du Comité consultatif et de la Sixième Commission, ainsi que les juristes de la fonction publique ayant participé aux cours de formation. Le plus grand défi a été de garantir un financement fiable provenant du budget ordinaire de l'ONU, étant donné l'imprévisibilité et l'insuffisance des contributions volontaires. En décembre 2015, l'Assemblée générale a convenu de prévoir un montant supplémentaire de 1,8 million de dollars au titre du budget ordinaire, à compter de l'exercice biennal 2016-2017, pour permettre aux générations présentes et futures de juristes de continuer à bénéficier du Programme d'assistance.

3. Grâce à l'appui des États Membres, pour la première fois dans l'histoire du Programme d'assistance, le Programme de bourses de

perfectionnement en droit international et les trois cours régionaux ont été organisés au cours de la même année, en 2016. En outre, un séminaire de droit international destiné aux universités africaines a été organisé à Accra, l'objectif étant de favoriser le renforcement des capacités d'enseignement dans le domaine du droit international à l'intention des membres des facultés de droit des universités africaines. Ce séminaire a été organisé par l'Institut africain de droit international en coopération avec l'Union africaine, le Ghana en tant que pays d'accueil, le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix et la Division de la codification.

4. Le Programme de bourses de perfectionnement en droit international offre la formation la plus complète qui soit dans le cadre du Programme d'assistance. Les participants suivent les cours consacrés au droit international public qui sont dispensés à l'Académie de droit international de La Haye et prennent part à des séminaires et des visites d'étude organisés par la Division de la codification. Le Secrétaire général est autorisé à octroyer un minimum de 20 bourses financées au moyen du budget ordinaire dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement. En raison d'un manque de place, le Programme peut accueillir un maximum de 21 participants. Grâce aux mesures d'économie adoptées, la Division de la codification, a été en mesure d'octroyer 21 bourses au cours des dernières années et envisage de poursuivre cette pratique à l'avenir. Le processus de sélection des participants au Programme de bourses de perfectionnement en droit international pour 2017 sera bientôt entamé. Le Programme se déroulera en anglais.

5. Les cours régionaux de droit international proposent une formation portant sur des sujets fondamentaux du droit international et des thèmes présentant un intérêt particulier pour une région donnée. Le nombre de participants qui peuvent bénéficier du Programme de bourses étant limité, les cours régionaux constituent un mécanisme important permettant d'élargir les possibilités de perfectionnement en droit international auxquelles ont accès les juristes des pays en développement. Au cours des quarante premières années d'existence du Programme d'assistance, 22 cours régionaux seulement ont été organisés : huit en Afrique, sept dans la région Asie-Pacifique et sept en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'incapacité à organiser des cours régionaux sur une base régulière s'explique, notamment par le

retard accumulé dans la négociation d'accords avec les pays hôtes, l'inefficacité engendrée par le fait de devoir commencer à zéro chaque fois qu'un cours est organisé dans un nouveau pays et un financement insuffisant. Pour surmonter ces difficultés, la Division de la codification a recommandé de désigner des lieux permanents pour les cours régionaux, et l'Assemblée générale a financé au moins 20 bourses par cours à même le budget ordinaire. Si ce nombre minimum de participants est requis pour justifier le temps, les efforts et les frais que nécessite l'organisation d'un cours de quatre semaines, les cours pourront accueillir jusqu'à 30 participants. Grâce aux mesures d'économie qui ont été prises, il se pourrait bien que des fonds du budget ordinaire puissent être libérés pour financer un certain nombre de bourses supplémentaires pour les cours régionaux en 2017. Les États Membres ont aussi la possibilité de financer des bourses supplémentaires par leurs contributions volontaires. Les candidats autofinancés situés dans le pays hôte et les candidats dont les pays sont disposés et aptes à financer leur participation pourront aussi être admis.

6. Le sixième cours régional consécutif pour l'Afrique s'est déroulé en Éthiopie en février 2016. Depuis plus d'une décennie, le premier cours régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est déroulé en avril 2016 et les préparatifs du cours pour l'Asie-Pacifique qui se déroulera en Thaïlande à la fin de 2016 ont déjà commencé. Le processus de sélection des participants aux cours qui se dérouleront en Éthiopie en février 2017 et au Chili en avril 2017 est déjà engagé. Des services d'interprétation entre l'anglais et l'espagnol ont été demandés pour le cours au Chili, qui est organisé en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). À la CEPALC, le coût des services d'interprétation s'élève à quelque 3 780 dollars par jour. Le Programme d'assistance pourrait couvrir le coût de l'interprétation pour les deux cours magistraux qui seront dispensés en espagnol par des fonctionnaires de la CEPALC, mais pas pour les quatre semaines que dure le cours. Les États de la région pourront fournir des contributions volontaires pour financer ces services, s'ils le souhaitent.

7. L'organisation du cours régional pour l'Afrique en Éthiopie, qui a bénéficié d'un soutien administratif et logistique de la part de la Commission économique

pour l'Afrique, a été couronnée de succès. L'Uruguay a apporté un soutien précieux au cours régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2016, mais le cours sera déplacé au Chili à partir de 2017, pour permettre à la Division de la codification de profiter des ressources de la CEPALC. Un soutien administratif et logistique supplémentaire a été demandé à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour l'organisation du prochain cours en Thaïlande. Compte tenu du temps et des coûts associés à l'expédition de 40 à 50 caisses de livres aux lieux de formation, la Division de la codification étudie la possibilité d'imprimer le matériel pédagogique dans les bureaux des commissions économiques régionales. L'appui fourni par ces commissions est essentiel pour permettre à la Division de la codification d'organiser trois cours régionaux par an dans les bureaux extérieurs sans devoir recruter de personnel supplémentaire. En 2010, par mesure d'économie, la Division de la codification a assumé la responsabilité de tous les aspects administratifs et logistiques des cours de formation, ce qui fait qu'elle a exécuté beaucoup plus de tâches administratives et logistiques sans recruter de personnel supplémentaire. En 2016, des contributions volontaires ont été utilisées pour recruter un fonctionnaire à titre temporaire pour exercer ces fonctions supplémentaires. La Division de la codification souhaiterait recevoir une aide financière des États Membres pour pouvoir continuer de recruter un fonctionnaire supplémentaire qui assumerait les mêmes fonctions pendant la durée des quatre cours qui seront organisés en 2017. La Division cherche aussi à réaliser de nouveaux gains d'efficacité et des économies de coûts grâce à la technologie, par exemple en ce qui concerne la réception et l'examen des centaines de demandes pour les cours de formation et la création d'un ensemble commun de matériel pédagogique.

8. Au fil des ans, la Division de la codification a élaboré un programme de base pour tous ses cours de formation, qui tient compte de la formation pratique dont ont besoin les conseillers juridiques des gouvernements. Les thèmes suivants sont inscrits au programme : droit international, droit des traités, responsabilité de l'État, droit de l'environnement, droit de la mer, droit du commerce et de l'investissement, droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, droit pénal international,

paix et sécurité internationales et règlement pacifique des différends internationaux. Le Programme de bourses de perfectionnement en droit international comprend parfois des cours magistraux supplémentaires sur des sujets d'actualité comme la protection diplomatique ou la circulation des personnes. Les cours régionaux comprennent toujours des cours magistraux supplémentaires sur des sujets d'intérêt particulier pour la région.

9. Dans le passé, la Division de la codification a rédigé plusieurs manuels pédagogiques pour chaque cours de formation. Toutefois, les efforts visant à publier ces ouvrages au moindre coût se sont traduits par une érosion de la qualité du matériel, d'autant plus que, dans les pays en développement, les livres servent généralement de documents de première main aux participants et à leurs collègues pendant de nombreuses années. Par ailleurs, la Division de la codification ne dispose ni du temps ni du personnel pour rédiger des manuels pédagogiques distincts pour chaque séminaire. En 2015, le Comité consultatif, la Sixième Commission et l'Assemblée générale ont approuvé une proposition de la Division de la codification visant à élaborer un manuel complet contenant les instruments de droit international de base relatifs au programme pour tous les cours de formation, une initiative qui devait être financée par les contributions volontaires à l'organisation des cours. La version anglaise du Manuel de droit international en quatre volumes devrait être prête à temps pour le Programme de bourses de perfectionnement en droit international prévu pour l'été 2017 et la version française devrait être achevée à temps pour le Programme en langue française prévu pour 2018, à condition que des contributions volontaires suffisantes aient été reçues des États Membres pour continuer à verser le salaire de l'assistant de publication assistée par ordinateur chargé de la préparation du manuel. Le manuel n'est pas une publication destinée à la vente ni un document officiel et il sera offert en ligne gratuitement. Toutefois, des versions imprimées sont essentielles pour l'enseignement et la diffusion du droit international dans les pays en développement. En effet, les objectifs fondamentaux du Programme d'assistance ne pourront être atteints sans la prise en compte de l'écart technologique entre les pays développés et les pays en développement. La Division de la codification prévoit donc de continuer à distribuer des versions imprimées

de ses publications juridiques aux établissements universitaires dans les pays en développement, pour autant que les ressources disponibles au titre du budget ordinaire le permettront. À cet égard, l'oratrice espère que les États Membres fourniront les fonds nécessaires pour distribuer en quantités suffisantes des exemplaires du Manuel de droit international, afin de promouvoir l'enseignement du droit international dans les pays en développement.

10. En ce qui concerne la Médiathèque, la valeur de ses cours magistraux s'est grandement améliorée en donnant l'accès gratuit aux éléments s'y rapportant. L'enregistrement de miniséries représente une ressource précieuse pour l'enseignement des sujets fondamentaux du droit international dans les universités des pays en développement, où les professeurs n'ont qu'un accès limité au matériel de formation et d'enseignement. La Division de la codification étend également la représentation géographique et linguistique de la série de cours magistraux en effectuant des enregistrements hors Siège dans diverses régions. Elle a déjà enregistré des cours magistraux en Afrique et en Europe en 2016. Elle effectuera des enregistrements hors Siège en Asie plus tard dans l'année et espère le faire en Amérique latine en 2017. En outre, la Division de la codification a accompli des progrès importants en vue de faciliter l'accès des juristes des pays en développement aux cours magistraux. Elle s'emploie actuellement à les rendre accessibles en baladodiffusion aux juristes et aux universitaires dont l'accès Internet à haut débit est limité et étudie la possibilité de les fournir sur cartes Flash aux établissements universitaires. La possibilité de visionner les documents audiovisuels sur des appareils mobiles les rend déjà beaucoup plus accessibles.

11. Aucune nouvelle activité dans le cadre du Programme d'assistance pour l'exercice biennal en cours n'est proposée. L'oratrice n'entrevoit aucune nouvelle proposition importante dans un avenir proche, étant donné la forte augmentation des activités de la Division de la codification à propos du Programme d'assistance au cours des dernières années et les effectifs limités de la Division pour mener à bien les activités déjà en cours.

12. L'accroissement significatif de la demande pour l'enseignement du droit international en Afrique

dépasse de loin les ressources limitées de la Division de la codification. En 2016, quelque 600 candidatures pour des cours de formation ont été reçues de la région, soit plus de trois fois le nombre de candidatures provenant d'autres régions. L'objectif fondamental du prochain séminaire de droit international pour les universités africaines, qui sera organisé par l'Institut africain de droit international à la Commission économique pour l'Afrique du 19 au 30 juin 2017, sera de répondre à ce besoin en renforçant les capacités de formation en droit international des établissements universitaires africains. L'Union africaine a exprimé son appui en faveur du séminaire en apportant une contribution importante au renforcement des capacités sur le continent. La Division de la codification coopérera à l'organisation du séminaire, dans les limites de ses ressources, avec l'Institut africain de droit international, conformément à la résolution 70/116 de l'Assemblée générale. Le séminaire sera financé au moyen de contributions volontaires.

13. L'appui du Comité consultatif et de la Sixième Commission a permis de développer considérablement les activités de formation et de diffusion dans le domaine du droit international au profit de tous les États Membres. Les travaux sur la quasi-totalité des nouvelles propositions devraient être terminés d'ici août 2017. Le seul projet en cours qui devrait se poursuivre au-delà de cette date est la production de l'édition spéciale de l'Annuaire juridique contenant des avis juridiques et d'autres documents importants du Bureau des affaires juridiques à partir des années 40 jusqu'aux années 60. Une fois terminé, le texte constituera une contribution majeure à la préservation de l'histoire et des fondements juridiques de l'Organisation des Nations Unies et permettra de mieux faire comprendre l'évolution du droit des organisations internationales.

14. **M^{me} Pobee** (Ghana), prenant la parole en sa qualité de Présidente du Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international et également en sa qualité de représentante du Ghana, dit que le Ghana attache beaucoup d'importance à son rôle vis-à-vis du Comité consultatif et du Programme d'assistance. La délégation ghanéenne se félicite des efforts déployés par le Comité consultatif, la Sixième Commission, la Cinquième Commission et la Division

de la codification, qui ont permis d'assurer le financement des cours régionaux et de la Médiathèque à même le budget ordinaire de l'Organisation au profit de tous les juristes et experts juridiques du monde.

15. Le Comité consultatif a tenu sa cinquante et unième session le 4 octobre 2016. Pour la première fois depuis plus de 50 ans, la question du financement des diverses composantes du Programme d'assistance n'était plus une question de première importance, ce qui a permis au Comité consultatif de concentrer son attention sur les activités récentes et futures. La Secrétaire du Comité consultatif a informé ses membres au sujet du processus relatif à la sélection des participants aux différents cours régionaux, de la sélection des chargés de cours et de l'élaboration du programme d'enseignement et de la possibilité d'augmenter le nombre de participants. La Division de la codification a aussi examiné la nécessité de reprendre la publication assistée par ordinateur pour que les livres soient distribués dans les régions du monde où l'accès à Internet est limité. La délégation ghanéenne exhorte les États Membres à envisager la possibilité de prévoir un budget pour couvrir les dépenses de cette activité qui avait été suspendue faute de fonds, et à verser des contributions volontaires aux fins de l'achèvement du Manuel de droit international.

16. En août 2016, le Ghana a accueilli le premier séminaire de droit international pour les universités africaines, organisé pour célébrer le cinquantième anniversaire du Programme d'assistance et rendre hommage à l'Ambassadeur du Ghana, M. Dadzie, pour sa contribution à la création du Programme. Les frais de déplacement des participants qui se sont rendus au Ghana et la fourniture du matériel pédagogique et des livres qu'ils étaient susceptibles de rapporter à leurs facultés de droit ont été financés par des contributions de l'Institut africain de droit international, de la Division de la codification, de l'Union africaine et des Gouvernements de la Chine, de la Finlande, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède. La représentante du Ghana invite toutes les délégations à consolider leur coopération actuelle et leurs objectifs communs afin de développer et d'améliorer l'enseignement du droit international dans les pays en développement.

17. **M. Ávila** (République dominicaine), prenant la parole au nom de la Communauté des États

d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que, dès les premiers jours de leur indépendance, les États d'Amérique latine et des Caraïbes ont proclamé que le droit international devait régir la conduite des relations internationales et en ont incorporé les normes et principes fondamentaux dans leur ordre juridique interne. La CELAC considère que la connaissance des règles de fond du droit international est une condition préalable de leur respect et attache donc une grande importance à l'enseignement, à l'étude et à la diffusion du droit international. Le Programme d'assistance joue un rôle fondamental à cet égard. Ses bourses et ses cours de droit international sont des outils extrêmement efficaces d'enseignement et de diffusion du droit et ont un effet multiplicateur parmi les étudiants et les juristes. La CELAC se réjouit donc du fait que le programme reçoit enfin les fonds nécessaires au titre du budget ordinaire pour organiser les trois cours régionaux.

18. Le Bureau des affaires juridiques doit être félicité pour les 26 sites Web conviviaux consacrés au droit international et qui contiennent des ressources précieuses pour les chercheurs. La série de cours magistraux, les archives historiques et la bibliothèque de recherche contribuent utilement à la réalisation des objectifs du Programme et peuvent être mises à profit par des millions de personnes dans le monde entier. La publication par la Division de la codification de la Série législative des Nations Unies et des résumés des avis consultatifs et arrêts de la Cour internationale de Justice et de la Cour permanente de Justice internationale sont d'une grande utilité pour les universitaires, tout comme les efforts que fait la Division pour élargir son programme de publication assistée par ordinateur.

19. Les langues de travail de la Cour internationale de Justice étant l'anglais et le français, la publication de résumés des décisions dans toutes les langues officielles de l'ONU est souvent le seul moyen pour de nombreux enseignants, chercheurs et étudiants des pays de la CELAC d'avoir accès à la jurisprudence de la Cour, dont la connaissance est essentielle pour comprendre l'évolution du droit international. Aucun effort ne doit être épargné pour mettre la collection à jour et en assurer la plus large diffusion possible. La CELAC attache également beaucoup de prix aux publications sur les travaux préparatoires de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et

les autres publications de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer.

20. La CELAC se félicite du fait que la décision prise par les États Membres de financer les activités du Programme d'assistance au moyen du budget ordinaire ait permis d'organiser pour la première fois depuis plus de 10 ans le cours régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et attend avec intérêt le prochain cours, qui se tiendra en avril 2017.

21. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Programme d'assistance s'impose de plus en plus comme un moyen pertinent et efficace de renforcement de la paix et de la sécurité internationales et de promotion des relations amicales et de la coopération entre les États, ainsi que l'une des pierres angulaires des efforts de l'Organisation pour promouvoir le droit international. Les juristes, les universitaires, les diplomates et autres fonctionnaires des pays en développement ont grandement bénéficié des cours régionaux, des bourses et des publications du Programme et de la Médiathèque. Le Groupe se réjouit donc de voir que les ressources nécessaires au Programme de bourses de perfectionnement en droit international, aux trois cours régionaux et à la Médiathèque ont été prévues au budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017. Il souscrit à l'opinion exprimée dans le rapport du Secrétaire général ([A/71/432](#)) selon laquelle des lieux permanents rendraient l'organisation des cours plus rationnelle et plus prévisible. À cet égard, l'Éthiopie et la Thaïlande ont déjà organisé avec succès plusieurs cours régionaux.

22. La Médiathèque est un autre outil essentiel donnant accès à des juristes internationaux du monde entier à une formation juridique de qualité en ligne, à moindre coût. Il faudrait continuer à promouvoir l'accès des praticiens et des universitaires des pays en développement à la Médiathèque et son utilisation. En outre, le Groupe est heureux d'apprendre que la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques achève la rédaction du Manuel de droit international, en anglais et en français, qui sera distribué et diffusé l'année prochaine.

23. Le Programme d'assistance joue un rôle essentiel dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international, l'une des cibles de l'objectif de développement durable n° 16. Les activités de

renforcement des capacités entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du Programme permettent aux personnes d'acquérir une plus grande connaissance du droit international, favorisant par le fait même la participation des pays en développement à divers cadres et instruments multilatéraux et contribuant à terme à renforcer l'état de droit. Le Groupe reste attaché à cet objectif, comme indiqué dans la Déclaration ministérielle adoptée à la quarantième réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77, dans laquelle les ministres se sont engagés à faire allouer dans le budget ordinaire de l'ONU pour l'exercice biennal 2018-2019 des crédits au titre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international, des séminaires et de la formation régionale sur le droit international et sa pratique, des publications et du matériel de formation et de la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer. Le financement du budget ordinaire contribuera à assurer la poursuite des activités connexes au cours des prochaines années. Par ailleurs, les contributions volontaires, y compris les contributions en nature, demeurent indispensables.

24. **M. Mminele** (Afrique du Sud), s'exprimant au nom du Groupe africain, dit que le Groupe espère que tous les États Membres restent déterminés à défendre les objectifs de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et de la compréhension du droit international, éléments essentiels d'un ordre mondial fondé sur l'état de droit, et à prendre les mesures nécessaires pour la poursuite du Programme d'assistance. Il exhorte, en particulier, tous les États Membres à conjuguer leurs efforts pour assurer la mise en œuvre effective des recommandations du Comité consultatif et le financement du Programme au titre du budget ordinaire au bénéfice des pays en développement comme des pays développés et se dit prêt à travailler avec tous les États Membres à cet égard.

25. Le Groupe appuie les travaux du Programme d'assistance, en particulier en ce qui concerne le développement du droit international en Afrique. Il convient de noter que l'Union africaine contribue au cours régional pour l'Afrique et que l'Institut africain de droit international a récemment été mis en place pour mener des activités de formation et de recherche visant à développer progressivement et codifier le droit international dans la région, promouvoir les objectifs et

les principes de l'Union africaine et procéder à la révision des traités en Afrique. En outre, il a été décidé lors du Sommet de l'Union africaine tenu en mai 2013 que les États africains devraient assurer un financement adéquat du Programme d'assistance, y compris le cas échéant, au moyen du budget ordinaire de l'ONU, raison principale de l'appui du Groupe à la décision.

26. **M. Tuy** (Cambodge), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dit que l'Association félicite le Bureau des affaires juridiques pour ses efforts inlassables dans la mise en œuvre du Programme d'assistance, en dépit des nombreuses contraintes budgétaires. Elle remercie également tous les États Membres qui ont contribué à la mise en œuvre du Programme et les encourage à continuer à faire des contributions volontaires pour le soutien de ses activités.

27. Le Programme d'assistance contribue substantiellement au progrès de l'état de droit aux niveaux national et international. Depuis sa création, il a fourni une formation complète et des occasions inestimables aux juristes, en particulier ceux des pays en développement et des pays à économie émergente, contribuant par le fait même à renforcer les capacités aux niveaux national, régional et international. L'ASEAN se réjouit en particulier du rôle joué par le Programme de bourses de perfectionnement en droit international, qui propose une formation de qualité aux praticiens du droit et permet aux participants d'échanger leurs vues à l'intérieur d'un cadre interactif, l'objectif étant de promouvoir une meilleure compréhension des questions de droit international et la coopération dans ce domaine.

28. En aidant à faire respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies, le Programme contribue à la réalisation des objectifs fort opportuns que sont le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et la promotion du règlement pacifique des différends. Il aide aussi à façonner une compréhension globale du droit international et contribue à l'amélioration de la coopération et des relations entre les États. Il conviendrait d'appuyer les activités de la Médiathèque, qui joue un rôle central à cet égard. En outre, les activités de la Division de la codification, notamment la publication des résumés des arrêts, des avis consultatifs et des ordonnances de la Cour

internationale de Justice, sont indispensables à une compréhension élargie du droit international, à la conduite des relations amicales entre les nations et au règlement pacifique des différends. La Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer contribue aussi au développement des générations futures de praticiens, notamment en ce qui concerne le droit de la mer.

29. Après avoir été annulé à maintes reprises au cours des années précédentes, faute de financement, il faut espérer que le cours régional pour la région Asie-Pacifique se déroulera comme prévu en 2016. La Commission et l'Assemblée générale devraient assurer la continuité des trois cours régionaux de droit international. D'une manière générale, l'ASEAN espère que le Programme d'assistance continuera à recevoir le soutien financier nécessaire pour qu'il demeure un succès pendant longtemps. Dans ce contexte, l'Association réaffirme sa position de longue date selon laquelle les cours régionaux et la Médiathèque devraient être financés entièrement à même le budget ordinaire de l'ONU et que les contributions volontaires reçues des États Membres ne devraient servir que de sources de financement complémentaires.

30. **M. Chaboureau** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la Serbie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que de l'Arménie, de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que le Programme d'assistance apporte une contribution précieuse à l'état de droit en répondant aux besoins de formation au droit international et en diffusant des connaissances et des documents juridiques dans l'intérêt de tous les pays. La Division de la codification doit être félicitée pour les efforts qu'elle fait pour renforcer et revitaliser les activités du Programme afin de répondre aux besoins en évolution de la communauté internationale des juristes au XXI^e siècle, notamment en enrichissant la Médiathèque de droit international, qui permet un accès facile, gratuit et en plusieurs langues à une vaste gamme de ressources juridiques. La Médiathèque demeure une ressource importante pour la communauté

des juristes et mérite une attention soutenue de la Division de la codification.

31. L'Union européenne note avec satisfaction que la Division de la codification continue de diffuser des publications et des informations en ligne, qu'elle a organisé un séminaire de droit international pour les États arabes en novembre 2015, ainsi que des cours régionaux en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2016 et qu'elle organisera un cours régional dans la région Asie-Pacifique du 7 novembre au 2 décembre 2016. Elle se félicite également de l'élaboration par la Division d'un manuel de droit international en anglais et en français. En outre, elle note avec satisfaction que le premier Séminaire de droit international pour les universités africaines s'est tenu au Ghana en août 2016. Elle est consciente de la contribution qu'apporte la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer à une meilleure compréhension et application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et rend hommage au travail accompli par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer à cet égard.

32. L'Union européenne félicite les États qui ont versé des contributions volontaires au Programme et encourage l'ensemble des États à envisager, pour l'avenir, à verser des contributions plus fréquentes ou plus substantielles. Elle se félicite également de l'attention que le Bureau des affaires juridiques continue d'accorder au Programme d'assistance, et note avec satisfaction que les ressources fournies au Programme et prélevées sur le budget ordinaire de l'exercice biennal 2016-2017 sont nettement plus élevées que dans les budgets précédents.

33. **M. Al-Qahtani** (Qatar) dit que les difficultés auxquelles le monde est actuellement confronté attestent l'importance du Programme, y compris la Médiathèque, dans le renforcement du droit international et l'instauration de relations amicales et d'une coopération entre les États. Des experts qatari participent régulièrement au Programme auquel son pays a continué de fournir un soutien financier. Le Gouvernement qatari appuie tous les efforts faits pour mobiliser des ressources pour le Programme, que ce soit par le budget ordinaire ou par des contributions directes des États, qui permettront aux juristes, en particulier ceux des pays en développement, d'assister à des cours régionaux. Le Qatar continuera d'appuyer

le rôle du Programme en matière de sensibilisation au droit international.

34. **M. Celarie Landaverde** (El Salvador) dit que le droit international a subi des changements importants au cours des dernières décennies. Premièrement, les droits de l'homme et les libertés fondamentales ayant été systématiquement consacrés dans les instruments juridiques, les individus sont devenus des sujets de droit pouvant avoir accès à la justice internationale, notamment par le biais de tribunaux ou de commissions des droits de l'homme. En fait, la convention visant à instaurer une cour de Justice en Amérique centrale, signée à Washington D. C. en 1907, a créé la première cour pénale internationale qui non seulement avait pour mandat de régler les différends entre États, mais reconnaissait également les individus comme des sujets de droit international habilités à intenter une action contre un État. Deuxièmement, de nouvelles branches du droit international ont émergé au cours des dernières décennies, ce qui signifie que les États ont besoin d'experts juridiques ayant une formation dans ces disciplines. C'est précisément pour cette raison que le Programme d'assistance revêt une telle importance. Pendant plus d'un demi-siècle, il a contribué à la formation de juristes de divers systèmes juridiques dans différentes régions, leur permettant d'acquérir les connaissances nécessaires pour faire face à l'évolution constante du droit international et à ses incidences.

35. Considérant que le Programme d'assistance n'a pas été en mesure d'organiser des cours régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes durant les 10 dernières années, faute de financement, sa délégation se félicite de la tenue du cours régional en Uruguay en avril 2016, qui a accueilli 22 participants de divers États de la région. Les personnes qui ont assisté à ces activités de formation en ont profité, en plus de devenir elles-mêmes des vecteurs de diffusion du droit international dans leur pays respectif, contribuant ainsi à renforcer le droit international en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les cours régionaux représentent une occasion inestimable pour les juristes des pays en développement, car ils leur donnent accès à une formation de renommée mondiale et à une connaissance directe des diverses questions qui se posent dans d'autres régions. La délégation salvadorienne exhorte donc tous les États Membres et le Secrétaire général à verser les fonds nécessaires

pour assurer le fonctionnement continu du Programme dans toutes les régions en 2018 et 2019.

36. **M^{me} Morris-Sharma** (Singapour) dit que l'approbation du financement par le budget ordinaire a permis d'assurer la prévisibilité nécessaire à l'organisation d'un certain nombre d'activités dans le cadre du Programme d'assistance, y compris les cours régionaux de droit international. Il faut espérer que ces allocations de crédits assureront la viabilité à long terme des différents éléments du programme. À la suite de l'annulation des cours régionaux pour l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes en 2014 et 2015, faute de fonds suffisants, sa délégation espère être en mesure d'envoyer un des membres de son personnel pour assister au cours régional pour l'Asie-Pacifique, qui doit se tenir en Thaïlande avant la fin de 2016. Elle se félicite aussi des autres initiatives entreprises en vue de mettre en œuvre le Programme d'assistance en 2016, notamment en ce qui concerne le Programme de bourses de perfectionnement en droit international, la Médiathèque et la préparation du matériel pédagogique en droit international. Ces initiatives facilitent l'enseignement du droit international aux générations successives et traduisent l'importance d'utiliser la technologie pour réaliser les objectifs du Programme, notamment en rendant le matériel disponible en ligne et sous forme de podcasts.

37. La délégation salue les efforts déployés par le Secrétariat pour élaborer un manuel de droit international rassemblant un ensemble de documents juridiques pour les cours de formation du Programme et pour distribution aux établissements universitaires et aux centres de formation mis en place par les pouvoirs publics dans les pays en développement. Elle se félicite du fait que le manuel n'est pas une publication destinée à la vente ni un document officiel et qu'il sera mis à disposition en ligne gratuitement. Elle salue également la décision du Secrétariat d'étudier la possibilité de coopérer avec des universités pour adapter le manuel à d'autres langues officielles. Elle espère que le Secrétariat continuera de préciser d'autres domaines dans lesquels les organisations, les universités et les institutions internationales et régionales pourraient apporter des contributions volontaires, en particulier des contributions en nature, pour soutenir la mise en œuvre du Programme.

38. Pour Singapour, qui attache beaucoup d'importance à la promotion du droit international, le développement des compétences en droit international est une priorité nationale. Le pays se félicite de l'occasion qui lui est donnée de servir en tant que membre du Comité consultatif pour le Programme d'assistance et entend contribuer à l'enseignement, à l'étude, à la diffusion et à une compréhension plus large du droit international, au niveau national comme au niveau mondial.

La séance est levée à 11 h 30.